



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MERCREDI 12 FÉVRIER 2020

### Frais Vallon : ce sont nos jeunes qui sont les premières victimes de la misère.

Hier, un nouveau crime a secoué le quartier de Frais Vallon, dans le 13ème arrondissement. Un jeune homme d'une vingtaine d'années a été tué et s'ajoute à une trop longue liste. Irrespectueux du deuil d'une cité et d'une famille, des voisins et proches, Stéphane Ravier s'empresse de monter l'affaire en épingle. Rapidement, les uns et les autres vont se hâter à ressortir leurs vieilles rengaines : l'armée, la vidéosurveillance, la stigmatisation de nos quartiers, etc.

Outre que ces mesures ont prouvé leurs inefficacités, elles sont la preuve que personne dans la classe politique ne cherche à écouter et comprendre les habitants que nous sommes.

Nous ne serons jamais de celles et ceux qui manipulent ces sordides histoires pour attiser les peurs et les haines. Nous tenons avant tout à adresser nos condoléances aux proches de la victime. Qu'elle qu'ait pu être son histoire, lorsqu'un jeune ou moins jeune s'en va, c'est une communauté de citoyens qui est touchée.

Ce nouveau crime est encore un symbole de ce à quoi peuvent parfois conduire les taux de chômage dans nos quartiers, qui dépassent régulièrement les 50%. C'est également le signe de l'échec des politiques d'encerclement sécuritaire conduites depuis une dizaine d'années par les différents gouvernements et accompagnés par la droite et l'extrême droite locale.

Nous, maires de ces arrondissements, nous engagerons comme nous le faisons depuis de longues années, à protéger les habitants de la criminalité, à porter leurs propositions auprès de l'État et mettre en œuvre celles qui entrent dans le cadre des compétences municipales.

- Les contingents de logements sociaux, plutôt que de servir de monnaie électorale, doivent permettre la mise à l'abri et l'éloignement d'urgence de celles et ceux qui en ont besoin.
- Le droit commun doit revenir dans nos quartiers et les associations



doivent bénéficier de financements à la hauteur de leurs besoins pour assurer une protection sociale aux jeunes et aux habitants, leur proposer un avenir meilleur que celui des réseaux de trafic.

- Rien ne sert de faire de fausses promesses : la sécurité est une compétence d'État. La police municipale doit être mobilisée comme outil de tranquillité publique et les moyens de la police nationale doivent être mobilisés vers le démantèlement judiciaire des réseaux de trafic d'arme et de drogue.

- Nous militerons enfin afin que Marseille soit désignée ville d'expérimentation d'une légalisation sociale du cannabis, dont les revenus reviendront au développement économique de la ville et ce afin d'assécher financièrement ces réseaux qui ne profitent qu'à une infime minorité bien protégée. Cette mesure a déjà prouvé son efficacité fiscale et sociale, récemment en Californie, et ne demande qu'un peu de courage politique pour devenir une réussite en France également.

À ces mesures d'urgence pour nous protéger et démanteler la criminalité organisée, nous associerons un second plan pour une ville sans peur que nous présenterons prochainement. En partenariat avec l'État et les autres collectivités locales, construit à partir des habitants et acteurs de terrain, ce plan mettra au cœur de nos politiques publiques la médiation sociale, l'union des habitants et l'émancipation de chacun.

**Mohamed Bensaada**  
**Hélène Busidan**  
**Jacques Soncin**  
**Hanifa Taguelmint**

**Les têtes de liste de la liste *Unir !***  
**Rassemblement citoyen, écologiste**  
**& solidaire pour le 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>**  
**arrondissements de Marseille**